



PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations
du Rhône

Service
Protection de l'environnement

GAEC DESBOIS MOUREY
Lieu dit les Tâches
69860 SAINT CHRISTOPHE LA MONTAGNE

Dossier suivi par : Mallory FOURRE

à rappeler dans toute correspondance

Objet : Moyen de lutte contre l'incendie

Départ : **PNE 2015 HF0019**

Lyon, le 21 octobre 2015

Madame, Monsieur,

Par courrier du 22 juillet 2015, accompagnant un rapport d'inspection, l'inspection des installations classées vous a informé de l'insuffisance des moyens de lutte contre l'incendie et de la nécessité d'installer une réserve d'eau réservée à la défense incendies ; cette prescription reprend les préconisations émises par le SDMIS (ex SDIS) dans le cadre de la demande d'autorisation initiale de l'élevage, présentée par l'ancien exploitant, en 1996.

Vous m'avez fait part de la modification des débits des poteaux incendie les plus proches, permettant éventuellement aux pompiers d'y pomper l'eau en cas d'incendie. Après consultation du SDMIS, il s'avère que le débit émis reste insuffisant et que le volume d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie sur votre exploitation, calculé selon une formule prenant notamment en compte l'emprise au sol du plus grand bâtiment et la topographie du site, nécessite la construction d'une réserve supplémentaire.

En 1996, les services du SDIS avaient sollicité une réserve de 180 m³. Le retour d'expérience sur la gestion des incendies sur ce type d'établissement a amené le SDMIS à modifier sa méthode de calcul des réserves nécessaires. Ainsi, le SDMIS estime qu'une réserve de 360 m³ serait nécessaire.

Compte tenu du fait que la consultation du SDMIS a eu lieu en dehors de toute procédure administrative, cet avis n'a pas valeur à vous imposer une telle construction. Ainsi, **je vous demande de bien vouloir me fournir un échéancier pour la réalisation d'une réserve d'eau de 180 m³, réservée exclusivement à cet usage.** Vous voudrez bien me transmettre les éléments techniques relatifs à cette installation (matériau de conception, emplacement), préalablement à la réalisation des travaux, afin de faire valider notamment l'emplacement par le SDMIS.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait qu'une modification substantielle de votre exploitation, engendrerait une nouvelle procédure d'autorisation et donc un nouvel avis officiel du SDMIS. Vous risqueriez ainsi de vous voir imposer une réserve supplémentaire. Aussi, si vous projetez un agrandissement, à court ou moyen terme, je vous invite à anticiper dès aujourd'hui sur le volume d'eau de votre réserve à incendie, vous évitant ainsi l'investissement dans une seconde poche d'eau ou dans une seconde géomembrane.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée

l'inspectrice de l'environnement

Mallory FOURRE

la directrice départementale

Elisabeth CHAMPALLE